

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

EUR 11/005/2012

AILRC-FR

4 mai 2012

Albanie. Le gouvernement doit agir rapidement pour garantir la protection et le respect des victimes de violence domestique

Amnesty International appelle le gouvernement albanais à mettre en pratique sans plus attendre les recommandations émises mi-avril par le médiateur, qui conseillait de prendre certaines mesures visant à mettre un terme aux atteintes aux droits humains commises au Centre national pour les victimes de violence domestique, et à améliorer les conditions de vie et le traitement réservés aux femmes victimes de violence domestique et hébergées dans ce centre d'accueil. Le médiateur recommandait notamment le renvoi de la directrice du centre ainsi que d'autres mesures visant à garantir la protection et le respect des femmes accueillies au sein de cette structure.

Amnesty International rappelle que la fondation de ce centre d'accueil a été financée par des fonds publics et internationaux (PNUD) dans le but de protéger certains des membres les plus vulnérables de la société albanaise et de leur permettre de jouir de leur droit à la liberté, à la dignité et à une vie de famille exempte de violence. Les atteintes aux droits humains constatées au centre d'accueil mettent en évidence la nécessité et l'urgence d'un contrôle attentif des institutions publiques et de la mise en application de critères de recrutement permettant d'engager du personnel ayant les qualifications professionnelles, l'expérience, l'intégrité et les compétences requises.

Amnesty International est extrêmement préoccupée par les conclusions du médiateur, à la suite de l'inspection du centre qui a eu lieu du 10 au 12 avril. Ces conclusions confirment des plaintes déjà émises par des femmes accueillies dans ce centre.

Le médiateur a notamment signalé :

- des mesures « disciplinaires » illégales et anticonstitutionnelles imposées à un certain nombre de ces femmes, qui peuvent être privées de repas ou se voir refuser l'autorisation de rendre visite à leurs enfants ;
- des restrictions pesant sur leur droit de communiquer en privé avec leur famille et d'utiliser un téléphone mobile à l'intérieur du centre ;
- un comportement irrespectueux et insultant de la part de la directrice envers certaines des femmes du centre ;
- que la sécurité des femmes n'est pas assurée lorsqu'elles quittent le centre pour se rendre aux audiences des tribunaux, ce qui les rend vulnérables à de nouvelles agressions de la part de leur conjoint ou compagnon ;
- l'absence de règlement détaillant les droits et les devoirs du personnel et des femmes hébergées au centre d'accueil.

Amnesty International a également constaté que la directrice ne disposait ni des qualifications, ni de l'expérience requises et que la liste du personnel contenait le nom d'une personne qui, selon toute apparence, ne viendrait pas travailler et serait inconnue des autres membres du personnel et des femmes présentes au centre d'accueil.

L'organisation a appris que, jusqu'ici, les seules mesures prises depuis que les plaintes de ces femmes ont été rendues publiques pour la première fois, début avril, ont été le recrutement d'un juriste et psychologue présent à temps partiel, et l'accompagnement des enfants lorsqu'ils se rendent à l'école située près du centre d'accueil et en reviennent.

/FIN